

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 21/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

KERMENE

VAUCOULEURS
22980 VILDE GUINGALAN

Code AIOT : 0005503651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement KERMENE implanté Zone d'activités des Vaucouleurs à VILDE-GUINGALAN (22980). L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC 2022).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi en service des installations de refroidissement fonctionnant aux fluides frigorigènes fluorés;
- respect des mesures de restrictions sécheresses dans le cadre l'arrêté préfectoral du 10/08/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERMENE
- VAUCOULEURS 22980 VILDE GUINGALAN
- Code AIOT : 0005503651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société KERMENE implantée à Vildé-Guingalan (22980) depuis 1999, est spécialisée dans la fabrication et le conditionnement de produits salés et fumés (lardons - usine de salaison) et de brochettes.

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 06 juillet 2016 et soumises à la directive sur les émissions industrielles pour la rubrique n°3642-3 (traitement et transformation de matières premières animales). Les capacités de production autorisées sont de 220 t/jour en pointe et 40000 t/an.

Le site est actuellement autorisé au titre rubrique n°4735, pour ses installations de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac avec une capacité totale de 5 Tonnes.

Le site dispose également de plusieurs installations de refroidissement fonctionnant aux fluides frigorigènes fluorés (HFC), soumis à la rubrique n°1185 sous le régime de la déclaration contrôlée.

L'arrêté préfectoral d'autorisation régissant les activités du site prévoit, comme ressources en eau pour cette installation, l'approvisionnement via le réseau d'adduction d'eau potable public pour un volume maximal annuel de 160 000 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi en service des installations de refroidissement fonctionnant aux fluides frigorigènes fluorés;
- respect des mesures de restrictions sécheresses dans le cadre l'arrêté préfectoral du 10/08/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Autre du 22/10/2018, article /	/	Sans objet
2	Implantation – aménagement	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 2.1	/	Sans objet
3	Implantation – aménagement	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 2.2	/	Sans objet
4	Exploitation – entretien	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.1	/	Sans objet
5	Exploitation – entretien	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2	/	Sans objet
6	Exploitation – entretien	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3	/	Sans objet
7	Exploitation – entretien	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4	/	Sans objet
8	Risques	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.1	/	Sans objet
9	Risques	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.2	/	Sans objet
10	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Autre du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet
11	Air	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6	/	Sans objet
12	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Autre du 28/12/2015, article R.543-82	/	Sans objet
13	Interdiction d'utilisation des HCFC	Autre du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	/	Sans objet
14	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Autre du 16/10/2007, article R.543-89	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Détection des fuites	Autre du 16/04/2014, article 5	/	Sans objet
16	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
17	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
18	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3(annexe)	/	Sans objet
19	Attestations des opérateurs	Autre du 28/12/2015, article R.543-78	/	Sans objet
20	Niveau d'alerte sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 1er	/	Sans objet
21	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 5.1.1	/	Sans objet
22	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)	/	Sans objet
23	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)	/	Sans objet
24	Caractéristiques des rejets au milieu	Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 5.3.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle des obligations réglementaires liées à la prévention des émissions de gaz à effet de serre fluorés sur le site de KERMENE a permis de s'assurer de la conformité des installations et de la manipulation des fluides.

En matière de consommation en eau, les prélèvements d'eau sur le réseau d'eau publique respectent le volume prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant met en oeuvre et s'engage dans des actions au sein de son établissement pour réduire la consommation d'eau, avec des mesures organisationnelles et structurelles présentées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Autre du 22/10/2018, article /
Thème(s) : Actions nationales 2022, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)
Constats : L'inventaire des équipements et des fluides utilisés dans les installations de refroidissement de l'établissement ont été transmis par l'exploitant en amont de l'inspection. La quantité de fluide cumulée dans les installations est de 695,2 kg, ce qui représente 1 023,8 Tonnes équivalent CO2 (Téq.CO2). L'installation est donc soumise à la rubrique n°1185 sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique (quantité de fluides > à 300 kg). L'exploitant a bien déclaré par porter-à-connaissance du 10 juillet 2018, la situation du site au regard de la rubrique n°1185 (ex. rubrique n°4802-2a).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Implantation – aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque l'installation fabrique, emploie (en dehors de l'emploi dans des équipements clos en exploitation soumis à « la rubrique 1185-2 ») ou stocke plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable, elle est implantée et maintenue à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement. Lorsque l'installation est soumise à « la rubrique 1185-2 » et comprend un équipement qui contient à lui seul plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable, celui-ci est implanté et maintenu à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement. Une dérogation peut être accordée par le préfet sous réserve de la présentation d'un dossier justifiant l'absence de risque pour les tiers. Pour les installations soumises à « la rubrique 1185-2a », la distance d'isolement est mesurée à partir du local de compression ou de l'équipement extérieur. Cette disposition n'est pas applicable aux équipements dont la mise en service consiste exclusivement en un raccordement à un réseau électrique.
Constats : Les équipements observés le jour du contrôle (Groupes TRANE et Data Center Clim) sont implantés à plus de 5 mètres des limites de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Implantation – aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction des locaux habités ou occupés par des tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque l'installation fabrique ou emploie (en dehors de l'emploi dans des équipements clos en exploitation soumis à « la rubrique 1185-2 ») plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable, ou, lorsqu'elle est soumise à « la rubrique 1185-2 » et comprend un équipement qui contient à lui seul plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable, elle n'est pas surmontée par des locaux habités ou occupés par des tiers.
Constats : Les équipements observés le jour du contrôle ne sont pas surmontés par des locaux habités ou occupés par des tiers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'accès à l'installation ou, le cas échéant, au local de compression aux seules personnes autorisées.
Constats : L'accès au site est clôturé. Une surveillance des accès aux installations est réalisée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage des équipements contenant les fluides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
Constats : Les équipements observés le jour du contrôle (Groupe Trane ELA 5622 circuit A et B et, groupe Trane ELA 5721 circuit A et B et les Data Center Clim 1 et Clim 2) étaient correctement étiquetés avec la nature et la quantité de fluide contenu dans l'installation et en adéquation avec l'inventaire (cf. photos n° 1 à 6 en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de fluides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2kg de fluide a été transmis à l'inspection. Cet inventaire reprend pour chaque équipement: <ul style="list-style-type: none">- le type, ses références et sa localisation;- la nature et la quantité de fluide utilisé;- le pouvoir de réchauffement global (GWP);- la périodicité de contrôle;- les dates du dernier et du prochain contrôle périodique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dégazage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute opération de dégazage dans l'atmosphère est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Lorsqu'il procède à un dégazage, l'exploitant prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération. Toute opération de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant porte ces opérations de dégazage à la connaissance du représentant de l'Etat dans le département et, dans le cas d'un équipement situé dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2 du code de l'environnement, à l'Autorité de sûreté nucléaire.
Constats : Le registre de suivi des opérations de "dégazage" a été présenté à l'inspection le jour du contrôle. Ce registre était vierge d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a. d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux (hors locaux à température négative), sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Pour les locaux à température négative, les extincteurs sont installés à l'extérieur de ceux-ci. Lorsque l'installation fabrique, emploie (en dehors de l'emploi dans des équipements clos en exploitation soumis à « la rubrique 1185-2 ») ou stocke plus de 300 kg de fluide inflammable ou de fluide toxique, ou lorsque l'installation est soumise à la rubrique 4802-2 et comprend un équipement qui contient à lui seul plus de 300 kg de fluide toxique ou inflammable : b. d'un système de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. Tous ces matériels sont maintenus en bon Etat et vérifiés au moins une fois par an
Constats : Des extincteurs sont placés à proximité immédiate des installations contrôlées (<i>cf.photos n°7</i>). Des systèmes de détection et d'extinction automatique sont positionnés dans les Data Center Clim (<i>cf.photos n° 8 et 9</i>). Des instructions de travail sont apposées sur les équipements et reprennent les différentes consignes de sécurité et les numéros d'alerte des services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides notamment) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses.
Constats : L'instruction de travail ITW4849 v2.00 affichée sur les équipements reprend (<i>cf.photo n°10</i>): <ul style="list-style-type: none">- les consignes d'urgence en cas de fuite de fluides frigorigènes;- les modalités d'arrêt d'urgence de l'installation;- les numéros d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Autre du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Interdiction de certains types de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation 3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ; b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. Annexe III: Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 : 12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150. 13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.
Constats : L'installation fonctionne aux HFC (hydrofluorocarbones), R410A, R407F, R134A, R449A et R32. L'installation ne contient pas de fluides interdits. L'installation ne comprend pas d'équipements avec une charge de plus de 40 Téqu CO2. Les équipements ne contiennent pas de fluide avec un pouvoir de réchauffement global (GWP) supérieur à 2500.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a. L'exploitant prend toutes les mesures préventives réalisables afin d'éviter et de réduire au minimum les fuites et émissions de fluides. c. Pour les installations soumises à la rubrique 4802-2, les équipements clos en exploitation sont régulièrement contrôlés selon les fréquences et dispositions prévues par les règlements (CE) n° 1005/2009 et n° 517/2014 susvisés et par les articles R. 543-79 et R. 543-81 du code de l'environnement.
Constats : Les justificatifs (CERFA n°15497*02) attestant de la réalisation des contrôles d'étanchéité sur chaque équipement ont été transmis par l'exploitant et analysés par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : R.543-82 du code de l'environnement : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
Constats : Les fiches d'intervention (CERFA n°15497*02) suivantes ont été contrôlées par sondage par l'inspection: - Groupe TRANE ELA5622 circuit A et B: fiches d'intervention (n°1,2,5,6) du 21/12/2021 et du 05/05/2022; - Groupe TRANE ELA 5721 circuit A et B: fiches d'intervention (n°1,2,3,4) du 21/12/2021 et du 05/05/2022; - Data Center Clim 1: fiches d'intervention n°1440010 du 16/09/2022 et n°1162761 du 10/02/2022; - Data Center Clim 2: fiches d'intervention n°1440011 du 16/09/2022 et n°1162762 du 10/02/2022. Les fiches d'intervention analysées sont correctement renseignées et signées par les opérateurs. Les renseignements sur les équipements et la nature de l'intervention sont précisés et conforme à l'inventaire de l'exploitant. Les périodicités de contrôles sont respectées. A noter que les fiches d'interventions établis par Schneider Electric pour les équipements Clim ACRD 101 ne sont pas signées par le détenteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Autre du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Interdiction de certains types de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone Article 5.1 : Mise sur le marché et utilisation de substances réglementées La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Article 11.3 : Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. Article 11.4 : Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Comme évoqué précédemment, les fluides utilisés dans les installations sont les HFC R410A , R407F, R449A, R134A et R32.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Autre du 16/10/2007, article R.543-89
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R.543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : L'installation n'a pas fait l'objet de recharge en fluide.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Détection des fuites

Référence réglementaire : Autre du 16/04/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 5 - Systèmes de détection des fuites 1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. 2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. 3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement. 4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant ne détient pas d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2. Le système de détection obligatoire de fuite n'est donc pas exigé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : L'analyse des fiches d'intervention montre que les contrôles périodiques des équipements sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6 Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : La marque de contrôle d'étanchéité est apposée sur les équipements contrôlés de manière visible. La vignette adhésive en forme de disque bleu est conforme à l'arrêté ministériel et reprend: <ul style="list-style-type: none">- la date limite de validité du prochain contrôle;- le numéro d'attestation de capacité de l'opérateur.
Observations : Les vignettes de 2021 apposées sur les Groupe TRANES ELA 5622 et 5721 doivent être retirées (cf.photo n°11).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3(annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Identification des équipements concernés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) Annexe 1 Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Point 3.3 : Etat des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : Les équipements contenant des fluides contrôlés comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir (<i>cf.photos n°1 à 6</i>). Comme évoqué précédemment, l'inventaire des équipements est tenu à jour par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : R.543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique. Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.
Constats : Les opérateurs DALKIA FROID SOLUTIONS et MCI dispose des attestations de capacité à jour (<i>cf.photos n°12 à 15 en annexe</i>): <ul style="list-style-type: none">- DALKIA FROID SOLUTIONS: attestation de capacité n°3493780 pour la catégorie d'activité I;- MCI : attestation de capacité n°ACO/SQ12373-002 pour les catégories I, II, III et IV;- SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE: attestation de capacité n°1664067 pour les catégories I et IV;- MATAI: attestation de capacité n°121978 pour la catégorie I. En application de l'article R.543-106 du code de l'environnement, les capacités professionnelles des personnes procédant aux interventions de contrôle d'étanchéité ont été vérifiées: (<i>cf.photos n°16 et 17 en annexe</i>) <ul style="list-style-type: none">- M. BARGHIZ Mohamed (DALKIA): attestation d'aptitude N°49010/11168479/1- M. ROUAULT Philippe (MCI): attestation d'aptitude N°02-3420-1-C1-2011-4835733
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Niveau d'alerte sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Déclaration des niveaux de sécheresse sur le département des Côtes d'Armor
Constats : L'arrêté préfectoral du 10 août 2022, pris en application de l'arrêté cadre sécheresse du 16 juin 2022, a déclaré en état de "crise sécheresse" tout le département au titre des milieux aquatiques. Il définit les mesures de restriction applicables. Le site est notamment visé par les mesures définies à l'article 2 ligne 7.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptibles de dépasser 100 mm/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Origine de la ressource : réseau public AEP- Prélèvement maximal annuel (m3/an) : 160000 m³- Débit maximal : 30 m3/h et 485 m3/j La société KERMENE n'exploite pas de captage d'eau souterraine, ni de prélèvement dans les eaux superficielles.
Constats : L'approvisionnement en eau du site se fait exclusivement via le réseau d'adduction d'eau potable. Des citernes de stockage tampon d'eau (2 cuves d'eau chaude et 2 cuves d'eau froide) ont été installées sur le site, permettant de réguler l'approvisionnement de l'usine. Les données de consommation annuelle communiquées par l'exploitant dans la base de données GEREPE montrent les volumes suivants: <ul style="list-style-type: none">- 2019: 81655 m3- 2020: 112812 m3;- 2021: 108536 m3;- 2022: 76469 m3 (S1 à S37). Les volumes d'eau consommés sont inférieurs au volume d'eau autorisé. Les installations sont équipées de disconnecteurs. Le jour du contrôle il n'a pas été constaté d'arrosage abusif d'espaces verts ou de lavage de véhicule inappropriés. L'inspection n'a pas observé de fuites d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Relevé des compteurs à fréquence hebdomadaire
Constats : L'installation est équipée d'un compteur d'eau principale et de 7 compteurs divisionnaires relevés à minima une fois par semaine. La consommation d'eau est un indicateur suivi par l'exploitant et renseigné dans la GTA. Les compteurs d'eau contrôlés sont facilement accessibles (abord entretenu, absence de friches) et sécurisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Usage de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée: Réduction impérative de - 25 % et objectif à -40% de la consommation moyenne hebdomadaire interannuelle calculée sur les 5 dernières années correspondant à la période en cours hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il a mis en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
Constats : Un plan d'action de réduction des consommations d'eau a été mis en œuvre par l'exploitant avec des investissements en cours de réalisation. Ce plan transmis a posteriori de l'inspection comprend des mesures organisationnelles et structurelles, à savoir: - le remplacement des buses sur les équipements de nettoyage; - le remplacement des limiteurs d'eau hors service; - la requalification et l'optimisation des process de nettoyage avec: la réduction d'un lavage COOKSTAR par semaine (passage de 3 à 2 fois par semaine pour un gain de 75 m3, le pilotage du lavage Giro en manuel après le cycle de dégivrage (gain de 20 m3), le contrôle du débit de lavage sur certains équipements; - le contrôle des mousseurs sur les robinets pour le lavage des mains; - le test de manchette pour contrôler le débit d'eau; - l'étude pour l'installation d'une laveuse de bacs gris (gain potentiel de 1500 m3/an); - le chiffrage en cours pour l'achat de nouveaux équipements (laveuse chariot, pilotage automatique du Giro) - l'installation de compteurs de suivi de la consommation d'eau automatisés. Une sensibilisation des différents opérateurs est également mise en œuvre avec: - l'information de l'encadrement et des équipes sur l'enjeu de la consommation d'eau; - le management de la consommation d'eau de manière quotidienne et hebdomadaire; - l'information des équipes de nettoyage sur les consommations d'eau de la veille; - la création d'un tableau de relevé quotidien des consommations d'eau sur les postes les plus consommateurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Caractéristiques des rejets au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 5.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pré-traités avant rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents aqueux pré-traités sont rejetés dans le réseau collectif au point de raccordement défini dans l'article 5.3.5. Un arrêté de la collectivité en charge du réseau, pris au titre de l'article L.1331-10 du code de la santé publique, et complété le cas échéant d'une convention signée des deux parties, encadre les modalités de rejet. Les effluents ainsi collectés sont dirigés vers la station de traitement de Dinan. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif, les valeurs limites en volume, en concentration et en flux définis ci-dessous. [...]
Constats : L'analyse de la restitution global des données d'autosurveillance dans GIDAF sur la période de janvier à août 2022, montre le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral. Le dépassement ponctuel sur le paramètre température observé au mois de février 2022 a été corrigé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet